



KPMG S.A.  
19 rue Clément Ader  
Pôle Henri Farman - BP 162  
51685 Reims

# Association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement)

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement)  
16 boulevard Hippolyte Faure - 51005 Châlons-en-Champagne

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.  
19 rue Clément Ader  
Pôle Henri Farman - BP 162  
51685 Reims

## **Association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement)**

16 boulevard Hippolyte Faure - 51005 Châlons-en-Champagne

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement),

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 26 mai 2025

KPMG S.A.

Patrick  
Zeimett

Signature  
numérique de  
Patrick Zeimett  
Date : 2025.05.26  
08:05:45 +02'00'

Patrick ZEIMETT

Associé

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	74 251 €	74 251 €	- €	6 273 €
Immobilisations incorporelles en cours				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	39 630 €	31 169 €	8 461 €	10 680 €
Installations techniques, matériel et outillage industriels	29 265 €	29 265 €	- €	1 500 €
Autres immobilisations corporelles	349 880 €	281 075 €	68 805 €	95 194 €
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	30 €	- €	30 €	15 €
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>493 055 €</b>	<b>415 759 €</b>	<b>77 296 €</b>	<b>113 662 €</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
<b>Créances</b>				
Avances, acomptes sur commandes	1 046 €		1 046 €	826 €
Créances clients usagers et comptes rattachés	474 482 €		474 482 €	256 159 €
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	59 067 €		59 067 €	666 260 €
Valeurs mobilières de placement	1 391 554 €		1 391 554 €	1 200 893 €
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	419 133 €		419 133 €	476 493 €
Charges constatées d'avance	11 020 €		11 020 €	7 432 €
<b>TOTAL (II)</b>	<b>2 356 304 €</b>	<b>- €</b>	<b>2 356 304 €</b>	<b>2 608 063 €</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (III)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>				
<b>Ecarts de conversion actif (V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 849 359 €</b>	<b>415 759 €</b>	<b>2 433 600 €</b>	<b>2 721 725 €</b>

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	83 150 €	83 150 €
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	1 582 111 €	1 546 358 €
Excédent ou déficit de l'exercice	22 386 €	35 753 €
Situation nette (sous-total)	1 687 647 €	1 665 261 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	30 532 €	47 937 €
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 718 179 €</b>	<b>1 713 199 €</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL (II)</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	93 425 €	85 908 €
<b>TOTAL (III)</b>	<b>93 425 €</b>	<b>85 908 €</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		60 975 €
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 942 €	28 844 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	406 921 €	434 966 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	163 133 €	397 833 €
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	- €	- €
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>621 996 €</b>	<b>922 618 €</b>
Ecarts de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 433 600 €</b>	<b>2 721 725 €</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	3 124 €	2 376 €
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	1 066 484 €	956 687 €
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	433 592 €	430 299 €
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	13 742 €	14 454 €
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	16 €	15 €
<b>TOTAL I</b>	<b>1 516 959 €</b>	<b>1 403 831 €</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	257 140 €	241 504 €
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	45 718 €	51 167 €
Salaires et traitements	867 238 €	853 634 €
Charges sociales	329 221 €	294 186 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	53 616 €	75 076 €
Dotations aux provisions	7 517 €	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 677 €	18 €
<b>TOTAL II</b>	<b>1 563 126 €</b>	<b>1 515 585 €</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>- 46 167 €</b>	<b>- 111 754 €</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	50 379 €	32 751 €
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	811 €	2 473 €
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>51 190 €</b>	<b>35 224 €</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		811 €
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	- €	
<b>TOTAL IV</b>	<b>- €</b>	<b>811 €</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>51 190 €</b>	<b>34 413 €</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>5 023 €</b>	<b>- 77 341 €</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	2 436 €	93 269 €
Sur opérations en capital	20 405 €	18 731 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		18 978 €
<b>TOTAL V</b>	<b>22 842 €</b>	<b>130 978 €</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		11 870 €
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>- €</b>	<b>11 870 €</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>22 842 €</b>	<b>119 108 €</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	5 479 €	6 014 €
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>1 590 991 €</b>	<b>1 570 034 €</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>1 568 605 €</b>	<b>1 534 281 €</b>
<b>6 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>22 386 €</b>	<b>35 753 €</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>



## **Annexe des comptes annuels**

Présentation de l'entité

### **1- Objet Social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'association qui poursuit une mission d'utilité sociale a pour objet sans contraintes géographiques :

- La mise en état d'habitabilité, la restauration, la réhabilitation, l'équipement, le développement, la création d'une offre nouvelle de logements, notamment destinée aux personnes ou familles modestes ou défavorisées, par acquisition, prise à bail et ou gestion, pour soi-même et (ou) pour le compte de tiers
- La diffusion des informations de nature à faciliter la résorption ou l'amélioration de l'habitat défectueux ou insalubre
- De réaliser toute action ou expertise visant à lutter contre l'indécence, l'insalubrité ou le mal logement ou permettant de contrôler des normes et niveaux d'habitabilité, de performance, de sécurité et de confort des logements
- De promouvoir la réhabilitation des immeubles et ensemble d'immeubles constitués principalement de locaux d'habitation en vue de les améliorer et les adapter aux conditions de vie de leurs occupants
- D'exercer, par tout moyen, une action en vue de la restauration et de l'équipement du patrimoine existant, ainsi que pour l'accès et le maintien des personnes dans un habitat décent
- D'assurer l'accompagnement social lié au logement, la médiation liée à l'habitat, l'action socio-éducative en vue de l'insertion par le logement et la promotion des personnes et des familles
- De promouvoir toute action tendant à une revitalisation des quartiers existants en milieu urbain et rural, de participer à toute action ayant pour but l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie, et en général, de contribuer à la définition politique en matière d'aménagement et d'habitat
- De recevoir mandat de gestion de deniers publics et parapublics
- D'étudier et éventuellement de réaliser toute action d'aménagement, d'urbanisme, de construction ou d'amélioration contribuant à une meilleure insertion du logement dans la ville comme en zone rurale
- De mener toute étude ou enquête visant à mesurer les conditions de logement

- Rassembler et diffuser toute documentation d'ordre législatif, réglementaire, financier ou technique et assurer toute information et formation se rapportant à son objet
- Susciter et coordonner les initiatives locales tendant à promouvoir le tourisme, les loisirs ainsi que l'aménagement des villes et villages
- D'engager toute étude ou action destinée au public âgé et handicapé afin de favoriser le maintien à domicile, le lien social et la mobilité dans la cité
- De mener toute action visant à favoriser les économies d'énergie et promouvoir les énergies renouvelables »

## **2- Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées**

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- TECHNIQUE
  - Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) « Logement adapté » sur Châlons Agglo
  - Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) « Relogement » sur Reims
  - Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale « Relogement » sur Châlons-en-Champagne avec NOV'HABITAT
  - Contrôles de décence de logements susceptibles de bénéficier de l'allocation logement pour le compte de la CAF de la Marne
  - Acteur du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de la Marne
  - Lutte contre l'habitat indigne Campagne de sensibilisation « Santé-Habitat » auprès des intervenants à domicile avec l'ARS Champagne Ardenne
  - Aide à la constitution de dossiers de financements de projets d'investisseurs privés dans les territoires ACTION CŒUR DE VILLE
  - Réhabilitation thermique de la copropriété des « Résidences de Lorraine » à SAINT-MEMMIE
  - Réhabilitation thermique des copropriétés FONTAINE 1 et 2, PARC ST JEAN, CROIX MILSON, ANTOINE 2, REPUBLIQUE, NAU, STRASBOURG, JARD 1,2 3 et 4 situées sur Châlons-en-Champagne
  - Lauréat de l'appel à candidature du plan national de lutte contre les logements vacants
  - Membre de m'agence immobilière IM'HAI

- Développement durable du patrimoine et renouvellement urbain
  - Diagnostics énergétiques du logement
  - Espace conseil France Rénov'
  - Plateforme de rénovation énergétique GECKO RENOV – SARE Pays de Châlons
  - Etudes d'Opérations de Restauration Immobilière (ORI) associées à l'OPAH RU de la Ville d'Epernay
- ACTION SOCIALE
  - Mise en œuvre du schéma gérontologique départemental (diagnostics adaptation)
  - Diagnostics spécifiques en ergothérapie en partenariat avec DOMPLUS, le Département de la Marne, la Maison des Personnes Handicapées MDPH, France PARKINSON
  - Charte du logement adapté
  - Guide de bons conseils pour une salle de bains adaptée, accessible et plus sûre
  - ADALOGIS 51, bourse au logement adapté avec le département de la Marne et l'ARCA
  - EVOLOGIS 51, appartement témoin et le Petit truck en plus, camion aménagé
  - QUALIBAIL, Enquêtes pour la NOV'HABITAT
  - Ateliers pour la MSA sur « Bien vivre chez soi, ça se prépare »
- QUALICERT
  - Certification obtenue pour la première fois en Décembre 2020 et qui a été renouvelée suite à l'audit de Décembre 2023 pour une durée de 3 ans
  - 1 écart avait été détecté, écart corrigé immédiatement.
  - Renouvellement de la certification pour 3 ans avec un 1<sup>er</sup> audit de surveillance fin 2024 ne laissant apparaître aucun écart
- Le suivi animation des OPAH GRAND REIMS, Cœur de ville d'EPERNAY, RU de SEDAN, SMC, Communauté d'Agglomération de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, RU centre-ville de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, Est du Pays Vitryat, PIG SAINT-DIZIER DER et BLAISE, RU centre-ville de SAINT-DIZIER, ARDENNE METROPOLE et PORTES DU Luxembourg, SUD ARDENNES, VITRY CHAMPAGNE et DER
- Le montage administratif et technique des dossiers MAR et MPR Gestes.

### **3- Description des moyens mis en œuvre**

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines : l'effectif est de 19.82 ETP au 31 Décembre 2024
- Autres moyens :
  - L'association dispose de locaux à Châlons-en-Champagne et à Reims

### **4- Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

#### **Faits caractéristiques de l'exercice**

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Réalisation d'un audit cybersécurité en Juillet 2024 qui a mis en lumière plusieurs vulnérabilités qui vont être corrigées à partir de l'exercice 2025
- Intégration de la prime de bilan, précédemment versée en Mai N+1, au salaire mensuel
- 1<sup>er</sup> audit de surveillance QUALICERT (référence renouvellement certification pour 3 ans) sans écart

#### **Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Le budget 2025 a été établi en tenant compte entre autres du nouveau dispositif comme le PACTE TERRITORIAL, le MAR et MPR Geste sachant que le COMAL a été agréé MON ACCOMPAGNATEUR RENOV en 2023.

Déménagement de l'agence de Reims : du 33 rue Cérès (MAISON DE L'HABITAT) au 21 rue Andrieux

### **5- Principes et méthodes comptables**

#### **Principes généraux**

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement

ANC 2018-06 et à défaut d'autres dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### **Changement de méthode comptable**

Aucun changement de méthode d'évaluation et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## **6- Informations relatives au bilan**

### **6.1 Bilan Actif**

#### 6.1.1 Immobilisations incorporelles. Mouvements principaux

<b>Nature de l'immobilisation</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Sorties</b>
Logiciels	0€	0€

#### 6.1.2 Immobilisations incorporelles. Amortissements pour dépréciation

<b>Types d'immobilisations</b>	<b>Mode</b>	<b>Durée</b>
Logiciels	Linéaire	1 An

#### 6.1.3 Immobilisations corporelles. Mouvements principaux

<b>Nature de l'immobilisation</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Sorties</b>
Matériel et outillage		
Matériel informatique et bureau		
Mobilier		
Matériel de transport	17 236€	10 346€
Agencement appart. Pédagogique		
Agencements		

#### 6.1.4 Immobilisations corporelles. Amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Agencements	Linéaire	7 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriels	Linéaire	2 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Agencement Appart. Pédagogique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 5 ans

#### 6.1.5 Créances

Créances	Montant Brut	Echéance à – 1 an	Echéance à + 1 an
Autres créances	59 067€	59 067€	
Créances clients et comptes rattachés (nettes après provisions)	474 482€	474 482€	
Avances sur commandes	1 046€	1 046€	
Charges constatées d'avance	11 020€	11 020€	
<b>Total</b>	<b>545 615€</b>	<b>545 615€</b>	

#### 6.1.6 Placements financiers

Les placements sont constitués de :

- SICAV Monétaires pour 49 673€
- Bons de caisse pour 1 000 000€
- Obligations pour 276 000€

Ils sont inscrits à l'actif pour leur coût d'achat.

La plus-value latente sur les SICAV monétaires et obligations s'élève à 16 843€ à la clôture de l'exercice.

Les intérêts courus sur bons de caisse s'élèvent à 65 881€.

## 6.2. Bilan Passif

### 6.2.1 Fonds Propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>				
- Apport fusion CORAL	83 150€			83 150€
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>				
<b>Réserves</b>				
- Réserve statutaires ou contractuelles				
- Réserve pour projet de l'entité				
- Autres réserves				
<b>Report à nouveau</b>	1 546 358€	35 753		1 582 111€
Résultat de l'exercice	35 753€	22 386€	35 753€	22 386€
<b>Situation nette</b>	<b>1 665 261€</b>	<b>58 139€</b>	<b>35 753€</b>	<b>1 687 647€</b>
- subventions d'investissements rapportées au résultat	47 937€		17 405€	30 532€
<b>Total</b>	<b>1 713 198€</b>	<b>58 139€</b>	<b>53 158€</b>	<b>1 718 179€</b>

### 6.2.2 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements rubriques	Provisions début exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Provisions pour charges - Indemnité de départ à la retraite	85 908€	7 517€		93 425€
Provision pour risques				0
<b>Total</b>	<b>85 908€</b>	<b>7 517€</b>		<b>93 425€</b>

### 6.2.3 Engagements pris en matière de retraite

Le montant des droits qui sont acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, s'élève à 93 425€, charges sociales incluses. Ce calcul prend en considération le turn-over ainsi que la probabilité de survie.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour départ en retraite.

### 6.2.3.1 Etat des dettes

Dettes	Montant Brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à moins d' 1 an	Echéanc es entre 1 et 5 ans	Echéanc es à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 942€	51 942€		
Avance et acompte sur Commandes en cours				
Dettes fiscales et sociales	406 921€	406 921€		
Autres dettes	163 133€	163 133€		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>621 996€</b>	<b>621 996€</b>		



### 6.2.3.2 Fournisseurs et Comptes Rattachés

Libellés	Montant au début de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Fournisseurs	17 374€	41 447€
Fournisseurs factures non parvenues	11 470€	10 495€
<b>TOTAL</b>	<b>28 844€</b>	<b>51 942€</b>

## 7- Informations relatives au Compte de Résultat

### 7.1 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose :

- **De produits exceptionnels pour** un total de 22 842€ dont
  - Quote-part subventions d'investissement : 17 406€
  - Cession véhicule : 3 000€
  - Subventions ANAH reçues non reversées : 2 389€
  - Régul IJ CPAM N-1 : 47€

## 8- Autres Informations

### 8.1. Montant des rémunérations et avantages en nature versés aux cadres dirigeants :

Conformément à l'article de la Loi No 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

L'association ne compte aucun cadre dirigeant.

### 8.2. Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services
- Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

L'association n'a pas de contribution volontaire en nature jugée significative.